

Burundi : polémique après la nomination d'Alain-Guillaume Bunyoni à la Primature

Deutsche Welle, 24.06.2020 Alain-Guillaume Bunyoni a prêté serment mercredi (24.06.20) [Photo] comme nouveau premier ministre. Sa nomination fait polémique car il est frappé de sanctions par les Etats-Unis pour son implication dans la répression de 2015.

Alain-Guillaume Bunyoni était jusqu'à sa nomination (le 23 juin), ministre de la Sécurité publique. En 2015, au plus fort de la répression des manifestations contre le troisième mandat du président défunt, Pierre Nkurunziza, celui qui est l'un des piliers de la répression du régime en place a fait l'objet de sanctions des Etats-Unis, en raison de la violence de cette répression. "Il est très étonnant que le général Ndayishimiye (le nouveau président de la République, ndr) vienne nommer comme chef de gouvernement un homme qui ne peut pas voyager. Tout le monde est assez étonné que le pouvoir ne prenne pas une autre voix qui puisse lui permettre finalement de capter l'aide internationale dont il a vraiment besoin. Mais aussi tout le monde est étonné que ces gens ne veuillent pas changer de direction alors que l'opportunité était offerte", se désolait Teddy Mazina, photojournaliste et blogueur burundais qui vit en exil. Faible porteuse même s'explique-t-il aussi cette nomination, Gérard Birantamije, politologue et professeur d'université, minimise la portée des sanctions américaines. "Les sanctions américaines ou même européennes, à mon avis, je ne pense pas qu'elles pèsent lourdement sur les épaules de l'actuel premier ministre ou de son groupe. Etant donné que ces sanctions sont tout à fait symboliques", explique-t-il. Biphalisme ? Alain-Guillaume Bunyoni fait partie du groupe de généraux qui tiennent le pays depuis l'accession au pouvoir du CNDD-FDD en 2005. Ne fera-t-il pas de l'ombre au président Ndayishimiye ? est l'ancienne rhétorique de certains acteurs étrangers. Mais le président a les pleins pouvoirs. Il est libre de toute action. Tous les présidents du monde ont des collaborateurs, ils ont des conseillers, etc. Mais aucun président burundais n'a été pris en otage", répond à Albert Shingiro, ambassadeur du Burundi auprès de l'Onu à New-York. Ce que conteste Chauvineau Mugwengezo, le président de la coalition pour la restauration de l'accord d'Arusha. Le poste de premier-ministre a été consacré dans la Constitution de 2018 qui accorde des normes pouvoirs à son titulaire. Selon informations, le chef de l'Etat a chargé Alain-Guillaume Bunyoni de former un gouvernement avant vendredi (25.06.20), jour retenu pour l'inhumation de l'ancien président, Pierre Nkurunziza, décédé le 8 juin dernier, officiellement de un arrêt cardiaque.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});